

**U.D.A.F.**

49, rue de Lion sur Mer  
14054 CAEN Cedex

**Rapports**  
*du Commissaire aux Comptes*  
*Exercice 2022*

## SOMMAIRE

- Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
- Bilan
- Comptes de résultat
- Annexes
- Rapport spécial

**UDAF**  
49, rue de Lion Sur Mer  
14054 CAEN CEDEX 4

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
Exercice clos le 31/12/2022

Messieurs,

**Opinion :**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association UDAF, relatifs à l'exercice clos le 31/12/2022 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion :**

***Référentiel d'audit :***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2022 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations :**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Elles ont porté sur le caractère approprié des principes comptables suivants :

- Les comptes ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents.**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels.**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.



## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui qu'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Epron,  
Le 15 juin 2023

Le commissaire aux comptes  
**CABINET MESLIN**  
Société de Commissariat aux Comptes  
Membre de la Cte Régionale de Caen



# Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2022 au 31/12/2022			Au 31/12/2021
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
<b>Actif immobilisé</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	8 849	6 600	2 249	4 414
Autres immobilisations incorporelles	44 055	41 390	2 665	5 585
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	99 020		99 020	99 020
Constructions	2 566 134	1 143 943	1 422 191	1 528 965
Installations techniques, matériel et outillages industriels	1 016	1 016		
Autres immobilisations corporelles	549 648	409 657	139 991	138 689
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts	106 999		106 999	89 176
Autres immobilisations financières	16 007		16 007	13 470
<b>TOTAL I</b>	<b>3 391 743</b>	<b>1 602 607</b>	<b>1 789 136</b>	<b>1 879 333</b>
Comptes de liaison				
<b>II</b>	<b>78 591</b>		<b>78 591</b>	<b>78 591</b>
<b>Actif circulant</b>				
Stocks et encours				
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	637 213		637 213	397 141
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	187 516		187 516	70 282
Valeurs mobilières de placement	52 343		52 343	51 827
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	7 283 364		7 283 364	6 747 735
Charges constatées d'avance	52 104		52 104	28 261
<b>TOTAL III</b>	<b>8 212 539</b>		<b>8 212 539</b>	<b>7 295 246</b>
Frais d'émission des emprunts				
<b>IV</b>				
Primes de remboursement des obligations				
<b>V</b>				
Écarts de conversion actif				
<b>VI</b>				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>11 682 874</b>	<b>1 602 607</b>	<b>10 080 267</b>	<b>9 253 170</b>



# Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2022	31/12/2021
<b>Fonds propres</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Réserves statutaires ou contractuelles	39 128	39 128
Réserves pour projet de l'entité	2 744 622	2 205 694
Autres réserves	454 382	454 382
Report à nouveau	1 285 788	1 284 500
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Excédent ou déficit de l'exercice	303 690	540 216
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
<b>Situation nette</b>	<b>4 827 611</b>	<b>4 523 920</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	62 197	64 880
Provisions réglementées	1 607 022	1 646 269
<b>TOTAL I</b>	<b>6 496 830</b>	<b>6 235 069</b>
Comptes de liaison		
<b>TOTAL II</b>	<b>78 591</b>	<b>78 591</b>
<b>Fonds reportés et dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	448 178	474 942
<b>TOTAL III</b>	<b>448 178</b>	<b>474 942</b>
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques	11 000	11 000
Provisions pour charges	745 840	685 833
<b>TOTAL IV</b>	<b>756 840</b>	<b>696 833</b>
<b>Emprunts et dettes</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	270 644	296 402
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	154 894	120 168
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 404 099	1 065 076
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	435	435
Autres dettes	93 651	53 793
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	376 104	231 861
<b>TOTAL V</b>	<b>2 299 828</b>	<b>1 767 735</b>
Écarts de conversion passif		
<b>TOTAL VI</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>10 080 267</b>	<b>9 253 170</b>

# Préambule

L'association UDAF DU CALVADOS est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 qui a pour objet sur le plan départemental :

1. Conformément aux dispositions de l'article L. 211-3 du Code de l'action sociale et des familles, de :
  - a) donner son avis aux Pouvoirs Publics sur les questions d'ordre familial et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles ;
  - b) représenter officiellement auprès des Pouvoirs Publics, l'ensemble des familles, et notamment désigner ou proposer les délégués des familles aux divers conseils et assemblées ou autres organismes institués par l'Etat, la région, le département, la commune;
  - c) gérer tout service d'intérêt familial dont les Pouvoirs Publics estimeront devoir lui confier la charge;
  - d) exercer devant toutes les juridictions, sans avoir à justifier d'un agrément ou d'une autorisation préalable de l'autorité publique, notamment de l'agrément prévu à l'article L. 421-1 du Code de la consommation, l'action civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts moraux et matériels des familles y compris pour les infractions prévues par l'article 227-24 du code pénal.
2. de donner à l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF), des avis motivés sur toutes les questions dont celle-ci l'aura saisie, ou de lui adresser spontanément toutes suggestions dont l'examen lui paraîtra opportun ;
3. d'entreprendre toutes études et actions utiles à la défense des intérêts généraux, matériels et moraux des familles, (y compris en leur qualité d'usagers et consommatrices de biens et services) ;
4. de mettre à la disposition des membres actifs et des organismes associés la documentation utile à l'exercice de leur mission ;
5. de faciliter la collaboration de ses membres actifs avec les organismes associés dans la mesure où ces groupements à but familial, sans constituer une association familiale au sens de l'article L. 211-1 du Code de l'action sociale et des familles, n'en exercent pas moins une activité utile aux familles ;
6. de gérer tout service que le développement des services collectifs pourra initier.
7. d'agir dans tous les domaines de la vie des familles, et notamment, l'enfance et la jeunesse, l'habitat, l'emploi, l'éducation, la protection sociale, l'environnement, la santé, la consommation, l'économie, l'autonomie et la dépendance, le handicap, le développement durable, les médias et les usages numériques.

L'UDAF peut provoquer, à l'intérieur du département, la constitution d'unions locales d'associations familiales, selon les dispositions de l'article L. 211-6 du Code de l'action sociale et des familles.

Les activités et les secteurs d'activités de l'UDAF DU CALVADOS sont les suivants :

- Le service institution familiale :
  - o Observatoire des familles : réalisation d'enquêtes permettant de connaître ce que vivent, pensent et attendent les familles
  - o Conférence annuelle sur des thématiques liées à la famille et ouverte à tous
  - o Lire et faire lire (en partenariat) : programme d'ouverture à la lecture et de solidarité intergénérationnelle dans les écoles et autres structures éducatives
  - o Le Micro crédit personnel : soutenir les personnes exclues du crédit classique ayant un projet d'insertion / réinsertion
- Le service Protection Juridique des Majeurs
  - o Les mesures judiciaires de protection des majeurs (MJPM)
  - o La mesure d'accompagnement judiciaire (MAJ)
  - o Information et soutien aux tuteurs familiaux
- Le service Accompagnement Enfance et Famille
  - o La mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF)
  - o La mesure d'accompagnement social personnalisé (MASP)
  - o L'enquête sociale
  - o L'accompagnement social individualisé
  - o L'accompagnement social lié au logement (A.S.L.L.)
  - o La prévention des expulsions
  - o Le suivi social des résidents des foyers ADOMA
  - o L'information budgétaire



# Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2022 dont le total du bilan avant répartition est de 10 080 267 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 303 690 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## Faits caractéristiques

Néant

## Événements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

## Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

Logiciels : 1 à 3 ans

Constructions : 30 ans

Agencements et aménagements : 5 à 30 ans

Installations techniques : 3 à 10 ans

Matériel et outillage industriels : 8 ans

Matériel de transport : 5 ans

Matériel de bureau et informatique : 2 à 10 ans

Mobilier : 2 à 10 ans,

## Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

## Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000. Les reprises sont effectuées au même rythme que l'amortissement pratiqué sur l'immobilisation concernée.

**Engagements de départ à la retraite**

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

Le montant provisionné, majoré des charges patronales, s'élève à 735 986 euros.

**Contributions volontaires en nature**

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 2 381.80 heures. Celles-ci ont été valorisées au SMIC soit 11.07 € majoré des charges patronales soit 17.08 € au total, ce qui correspond à un montant de 40 691.46 euros.

**Provision réglementée pour renouvellement des immobilisations**

Le compte de provision réglementée pour renouvellement des immobilisations n'a pas fait l'objet d'un transfert au compte de fonds dédiés, comme l'exige l'application du règlement ANC n° 2019-04, afin de suivre les instructions du plan comptable M22bis.

SL

# Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	65 844		
<b>TOTAL</b>	<b>65 844</b>		
Terrains	99 020		
Constructions :	1 544 120		
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions	1 022 014		
Installations :	1 016		
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	169 653		
Matériel :	16 914		
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	360 703		50 398
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
<b>TOTAL</b>	<b>3 213 440</b>		<b>50 398</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :	15		
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	102 646		20 360
<b>TOTAL</b>	<b>102 661</b>		<b>20 360</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 381 945</b>		<b>70 757</b>
CADRE B	Diminutions		Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession	Valeur brute des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles		12 940	52 904
<b>TOTAL</b>		<b>12 940</b>	<b>52 904</b>
Terrains			99 020
Constructions :			1 544 120
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencements et aménagements const.			1 022 014
Installations :			1 016
- Techniques, matériel et outillage			
- Gales, agencements et aménagements divers	4 145		165 508
Matériel :			16 914
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	43 875		367 226
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
<b>TOTAL</b>	<b>48 020</b>		<b>3 215 818</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			15
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			123 006
<b>TOTAL</b>			<b>123 021</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>60 960</b>		<b>3 391 743</b>

\*Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels\*



# Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice		Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Autres postes d'immobilisations incorporelles		55 846	5 085	12 940	47 991
TOTAL		55 846	5 085	12 940	47 991
Terrains					
Constructions - Sur sol propre		426 765	51 471		478 236
: - Sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements et aménagements des constructions		610 404	55 303		665 707
Installations techniques, matériel et outillage industriel		1 016			1 016
Installations générales, agencements et aménagements divers		106 407	12 866	4 145	115 129
Matériel de transport		4 705	3 383		8 087
Matériel de bureau et informatique, mobilier		297 469	32 847	43 875	286 441
Emballages récupérables et divers					
TOTAL		1 446 766	155 869	48 020	1 554 616
TOTAL GÉNÉRAL		1 502 612	160 954	60 960	1 602 607
CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises	Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode Amort. fiscal dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	
Frais d'établissement et dvp.					
Donations temporaires d'usufruit					
Autres postes d'immo. incorp.					
TOTAL					
Terrains					
Constructions - Sur sol propre					
: - Sur sol d'autrui					
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.					
Inst. tech. mat. et outil. indus.					
Inst. gales, agenc. et aménag. divers					
Matériel de transport					
Mat. de bureau et info. mob.					
Emballages récup. et divers					
TOTAL					
Frais d'acq. de titres de particip.					
TOTAL GÉNÉRAL					
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES		TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	
CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices		Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

## Tableau de variation des fonds associatifs

Nature des provisions et réserves	Montant début exercice	Affectation résultat et retraitement	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
Fonds propres					
Fonds associatifs sans droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves :					
Réserves statutaires ou contract.	39 128				39 128
Réserves d'investissement	1 090 836		482 910		1 573 747
Réserves de compensation	213 790				213 790
Réserves de trésorerie					
Réserves réglementées					
Autres réserves	1 355 449		61 818	5 800	1 411 467
Report à nouveau	462 700		11 140	10 254	463 586
RESULTAT DE L'EXERCICE	540 216		303 690	540 216	303 690
Autres fonds associatifs					
Fonds associatifs avec droit de reprise :					
Apports					
Legs et donations					
Résultats sous contrôle de tiers	821 801		520 223	519 821	822 202
Subventions d'investissement	64 880		897	3 580	62 197
Provisions réglementées					
Réserves de trésorerie	4 915				4 915
Amortissement dérogatoire					
Différence / réalisation éléments d'actifs	823 915		2 704		826 619
Autres provisions réglementées	817 438			41 951	775 487
Droit des propriétaires					
<b>TOTAL</b>	<b>6 235 068</b>		<b>1 383 383</b>	<b>1 121 622</b>	<b>6 496 828</b>



## Etat des provisions

Provisions réglementées	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Investissements	817 438	0	41 951	775 487
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	828 830	2 704		831 534
<b>TOTAL</b>	<b>1 646 268</b>	<b>2 704</b>	<b>41 951</b>	<b>1 607 021</b>

Provisions pour risques et charges	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Litiges	11 000			11 000
Pensions et obligations similaires	675 979	79 634	19 627	735 986
Impôts				
Renouvellement des immobilisations				
Gros entretien et grandes révisions	9 441			9 441
Charges sociales et fiscales congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	413			413
<b>TOTAL</b>	<b>696 833</b>	<b>79 634</b>	<b>19 627</b>	<b>756 840</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 343 101</b>	<b>82 338</b>	<b>61 578</b>	<b>2 363 862</b>
<b>Dont dotations et reprises</b>				
d'exploitation		79 634	19 627	
financières				
exceptionnelles		2 704	41 951	

SL

## Variations des fonds dédiés

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation	474 942		26 764			448 178	
<b>TOTAL</b>	<b>474 942</b>		<b>26 764</b>			<b>448 178</b>	
Contributions financières d'autres organismes							
<b>TOTAL</b>							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL</b>							
Fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS							
<b>TOTAL</b>							
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>474 942</b>		<b>26 764</b>			<b>448 178</b>	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif

(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

## Variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augment.	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
<b>TOTAL</b>				
Donations temporaires d'usufruit				
<b>TOTAL</b>				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>				

## Tableau de détermination du résultat effectif

	Exercice 31/12/2022	Exercice 31/12/2021
<b>RESULTAT COMPTABLE</b>	<b>303 690,34</b>	<b>540 215,70</b>
Reprise des résultats des exercices antérieurs	12 630,00	142 307,48
<b>EXCEDENT EFFECTIF GLOBAL</b>	<b>316 320,34</b>	<b>682 523,18</b>
dont résultat effectif sous gestion propre	35 043,21	61 817,92
dont résultat effectif sous gestion contrôlée	281 277,13	620 705,26



# Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	106 999		106 999
Autres immobilisations financières	16 007		16 007
<b>De l'actif circulant</b>			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	637 213	637 213	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	13 165	13 165	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	9 064	9 064	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	159 789	159 789	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	5 498	5 498	
Charges constatées d'avance	52 104	52 104	
<b>TOTAL</b>	<b>999 838</b>	<b>876 833</b>	<b>123 006</b>

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Commentaire

# Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine	270 644	26 122	108 001	136 521
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	154 894	154 894		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	536 808	536 808		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	643 070	643 070		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	224 221	224 221		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	435	435		
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	93 651	93 651		
Produits constatés d'avance	376 104	376 104		
<b>TOTAL</b>	<b>2 299 828</b>	<b>2 055 306</b>	<b>108 001</b>	<b>136 521</b>

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

25 303

Commentaire

SL



# Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	347	380
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	49 878	45 311
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	759 165	652 944
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	447	
Instruments de trésorerie		
<b>TOTAL</b>	<b>809 837</b>	<b>698 635</b>

Commentaire

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2022	31/12/2021
Créances clients, usagers et comptes rattachés	197 484	178 555
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	180 546	39 450
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités		
<b>TOTAL</b>	<b>378 029</b>	<b>218 006</b>

Commentaire

SL

# Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2022	31/12/2021
Produits :	- D'exploitation	376 104	231 861
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		376 104	231 861

Commentaire

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2022	31/12/2021
Charges :	- D'exploitation	52 104	28 261
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		52 104	28 261

Commentaire